



Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Mali

Novembre 2022

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les régions situées dans la zone frontalière¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 440 436 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 30 septembre 2022².

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire malien le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

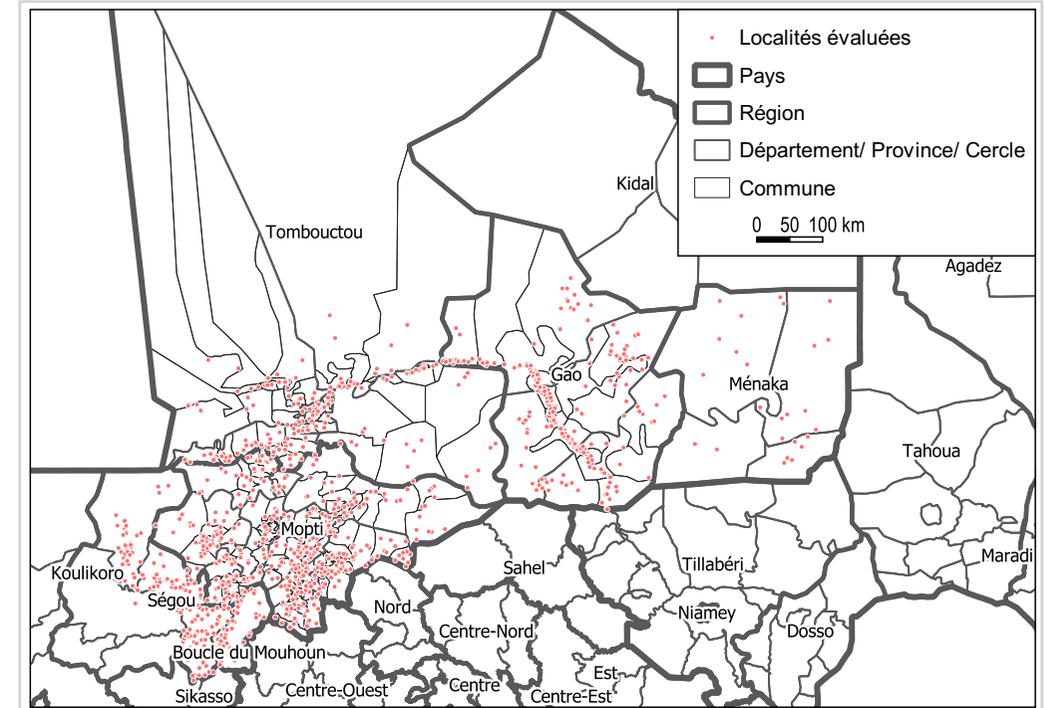
Au total, pour la collecte de novembre 2022, 1228 localités ont été évaluées au Mali via des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (cercle) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 26 octobre et le 19 novembre 2022. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

1. REACH, Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022

Carte 1. Carte des localités enquêtées



84% d'IC rapportant avoir visité eux-mêmes la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédent la collecte.

16% d'IC rapportant avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédent la collecte.

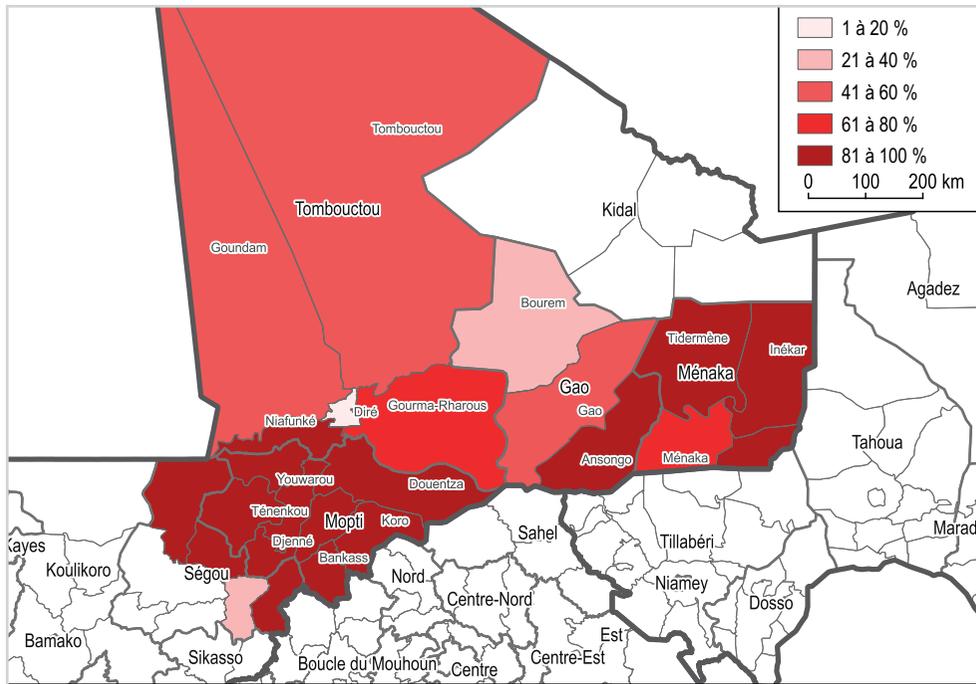
À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

2. CLUSTER PROTECTION : Rapport sur les mouvements de populations , septembre 2022



Carte 2. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sent pas en sécurité :



ANALYSE DES TENDANCES

- **L'arrivée récente de PDI** a été observée dans un pourcentage modeste de localités, qui est tout de même en hausse par rapport à la dernière période de collecte (mai 2022)³
- En novembre 2022, ces arrivées ont concerné en grande partie les régions de Ménaka (56%), Gao (44%) et Tombouctou (25%). Principalement les localités dans les cercles de Dire (100%), Inékar (100%), Gao (55%), Ménaka (50%), Tidermène (50%), Anderamboukane (50%) et Ansongo (47%), alors que pendant le mois de mai l'arrivée des PDI était plutôt observée dans une partie de localités des cercles de Ménaka (78%), Inékar (75%); Tidermène (57%); Youwarou (40%); Douentza (39%); Anderamboukane (33%) et Ténenkou (31%) ;
- Finalement, d'après les informations obtenues sur les deux périodes de collecte (mai et novembre 2022), Inekar, Tidermène et Anderamboukane sembleraient être les cercles où a été rapportée une arrivée constante de PDI.

RÉSULTATS CLÉS

L'arrivée de nouvelles PDI est rapportée dans toutes les régions évaluées avec une proportion assez importante dans les régions de Ménaka (56%), Gao (44%) et Tombouctou (25%). Aussi, la présence de PDI a été signalée dans tous les cercles évalués.

L'accès à la nourriture constitue toujours un problème de première importance pour les populations des régions évaluées (42%) et particulièrement pour les populations des localités évaluées dans les cercles de Bandiagara (96%), Bankass (94%), Koro (82%), Ansongo (58%), Gourma-Rharouss (57%), Goundam (51%), Douentza (44%), et Youwarou (42%). Cette situation de nonaccès à la nourriture est essentiellement dûe au **manque d'argent avec l'augmentation des prix des denrées alimentaire** dans 63% des localités évaluées. Aussi, l'accès à un marché fonctionnel à distance de marche⁴ était quasi impossible pour les populations dans 91% des localités évaluées dans les cercles d'Anderamboukane et d'Inékar, Gourma-Rharouss (69%) et Goundam (59%).

L'accès aux moyens de subsistance habituels fait défaut à 46% des localités évaluées, particulièrement dans les cercles de Koro (100%), Bandiagara (99%), Bankass (98%), Inékar (73%) et Anderamboukane (64%).

L'accès à des services de santé reste une préoccupation majeure pour les populations dans l'ensemble (100%) des localités évaluées dans le cercle d'Anderamboukane, 91% de celles du cercle d'Inékar et 71% des localités évaluées de Tidermène, toute de la région de Ménaka. Dans l'ensemble, il est question de 27% des localités évaluées. Cela a particulièrement pour cause l'éloignement des infrastructures de santé dans 66% des localités et le manque de personnel de santé dans 10% des localités évaluées où des difficultés d'accès aux services de santé ont été rapportées.

L'accès à l'eau semble insuffisant dans 19% des localités, et les sources d'eau utilisées étaient principalement le forage (40%) et le puits protégé (21%). Par ailleurs, la défécation à l'air libre serait pratiquée par la majorité de la population dans 29% des localités évaluées, avec respectivement 100% et 91% des localités des cercles d'Inékar et d'Anderamboukane.

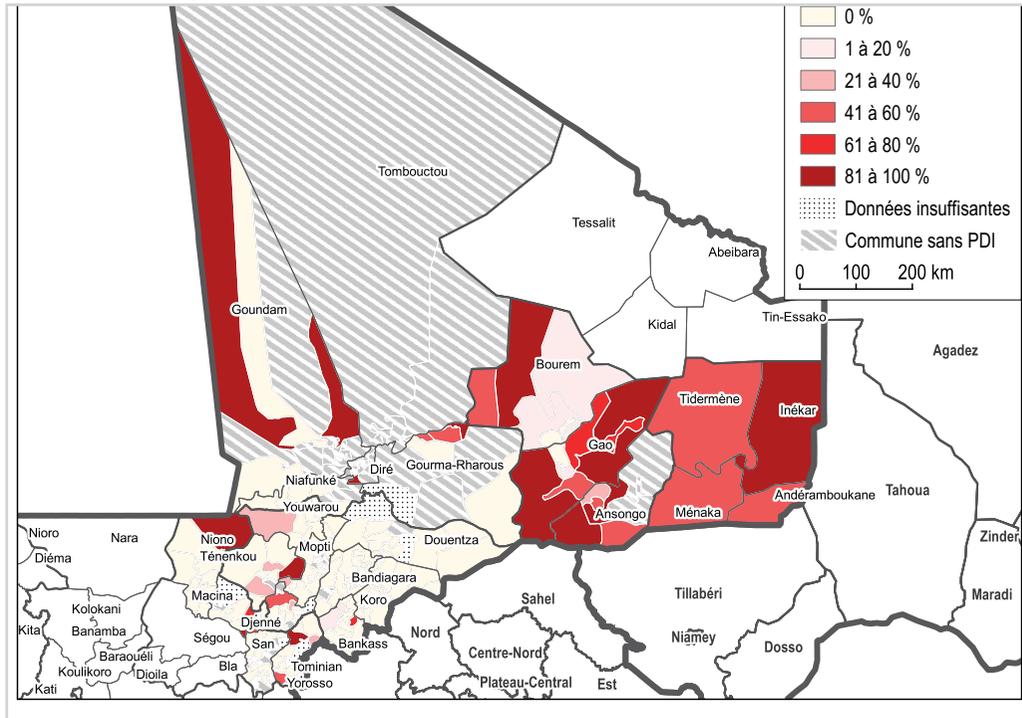
Finalement, l'assistance humanitaire semble n'avoir touché que moins de la moitié des localités évaluées, soit 47%. En outre, selon les IC, il y a eu ce manque d'assistance humanitaire dans 100% des localités des cercles d'Inékar et d'Anderamboukane.

3. REACH, ressources : Suivi humanitaire multisectorielle (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina faso.

4. Les définitions de « distance de marche » et de « conditions de vie adéquates » sont laissées à la discrétion des IC.

→ DÉPLACEMENT

Carte 3. % de localités où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des jours précédant la collecte⁵ :



Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI et /ou de retournés par région :

PDI		Retournés	
1	Mopti 66%	1	Tombouctou 19%
2	Segou 41%	2	Mopti 3%
3	Gao 26%		
4	Menaka 20%		
5	Tombouctou 15%		

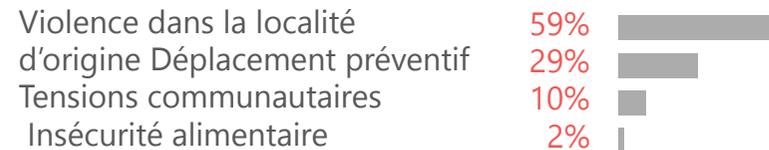
Selon les données du rapport CMP², la population déplacée au Mali a connu une augmentation de 4% entre aout et septembre 2022. Le nombre de PDI est, en effet passé de 422 620 personnes en aout 2022 à 440 436 au 30 septembre 2022, soit une augmentation de 17 816 personnes déplacées.

En novembre 2022, les personnes déplacées internes seraient présentes dans 43% des localités dans les régions évaluées, selon les IC. Cette proportion était de 66% des localités évaluées de la région de Mopti contre 15% de celles de la région de Tombouctou. Aussi, les cercles de Bandiagara (80%), Bankass (76%), Koro (75%), Tominian (75%) et Mopti (67%) étaient les cercles avec les plus fortes proportions. Par ailleurs, les IC ont rapporté une arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte des données dans 12% des localités évaluées où la présence de PDI avait été rapportée, avec une proportion de 56% des localités évaluées dans la région de Ménaka contre 3% de celles de la région de Mopti. D'après les IC, bien que la majorité des déplacements dans le pays semble de type intra-cercle, la majorité des PDI arrivées au cours des 30 jours précédant la collecte des données de 17% des localités évaluées du pays est originaire du cercle de Bankass dans la région de Mopti. En outre, dans le cercle de Goundam (région de Tombouctou), la majorité des PDI dans 50% des localités évaluées serait originaire soit du cercle de Mopti ou de Douentza. De même, les PDI dans le cercle de Niafunké (région de Tombouctou) sont originaires du cercle de Gourma-Rharous (50%) et du cercle de Niono dans la région de Segou (50%). Aussi, dans les cercles de Tominian et de Macina, les PDI seraient originaires du cercle de Niono dans respectivement 83% et 80% de leurs localités évaluées.

Selon les IC, la violence dans les localités d'origines serait la raison de déplacement des PDI dans 59% des localités évaluées.

Par ailleurs, les IC ont rapporté la présence de retournés dans 4% des localités évaluées du Mali, avec une proportion de 19% des localités évaluées dans le cercle de Tombouctou.

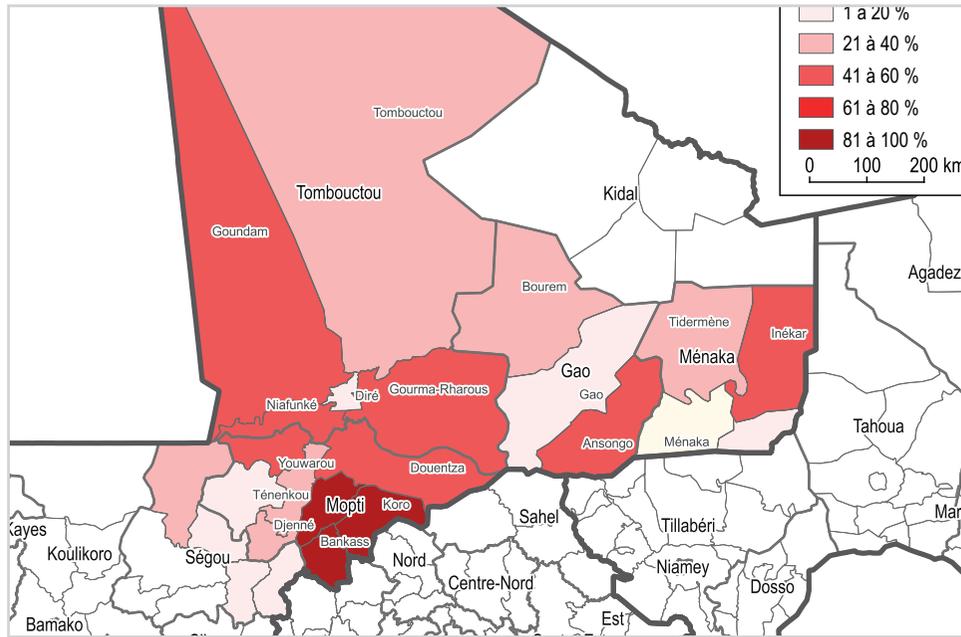
Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées au Mali)⁵



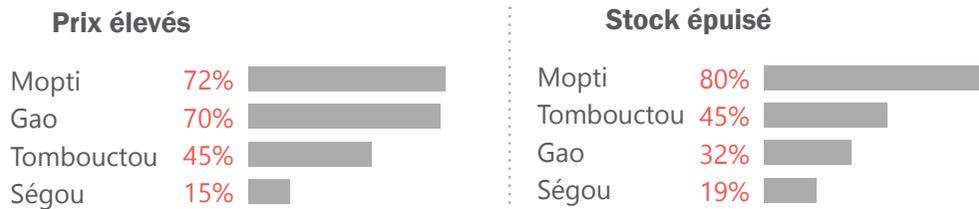
5. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 4. % de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture :



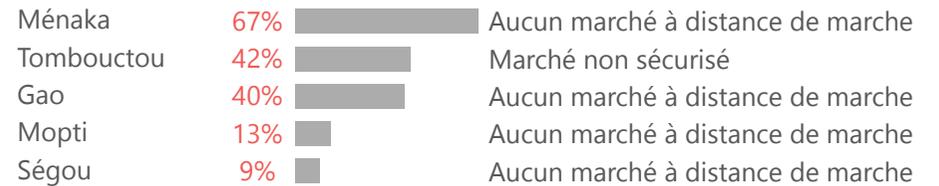
% de localités par principales raisons pour lesquelles la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture, selon les IC :



Selon les IC interrogés au cours du mois de novembre 2022, la majorité de la population dans les localités des régions évaluées au Mali n'avait pas accès à suffisamment de nourritures dans 42% des localités évaluées. Cette proportion s'élève à 61% des localités évaluées dans la région de Mopti avec respectivement 96% des localités évaluées du cercle de Bandiagara contre 14% de celles du cercle de Ténenkou. Les principales raisons de cette situation dans les localités évaluées du pays étaient : l'élévation des prix des denrées en plus du manque d'argent dans 63% des localités évaluées, l'épuisement de stock (61%) et la disponibilité des produits qui est limitée (36%), selon les IC. La stratégie principale d'adaptation utilisée par la majorité de la population était la consommation d'aliments moins chers et moins préférés dans 85% des localités évaluées où un accès insuffisant à la nourriture a été rapporté. Aussi, la principale source de nourriture pour la majorité de la population était la propre production cultivée dans 69% des localités évaluées et la propre production de bétail dans 15% des localités évaluées dans les cinq régions au Mali, selon les IC.

Aussi, la majorité des populations n'a pas accès à ses moyens de subsistance habituels dans 46% des localités évaluées.

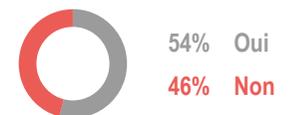
% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un marché fonctionnel à une distance de marche et raison principale de cette contrainte d'accès.



% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



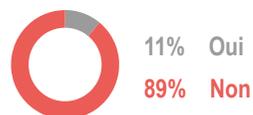
PROTECTION

Selon les IC, au Mali, la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données dans 78% des localités évaluées. Ce pourcentage était particulièrement élevé dans les régions de Mopti (93%), Ménaka (89%) et de Segou (79%). Ainsi, dans la région de Mopti, les IC ont rapporté que les populations ne se sentaient pas en sécurité dans 100% des localités évaluées du cercle de Youwarou contre 82% de celles de Mopti. Par ailleurs, les principales inquiétudes en matière de protection pour la majorité de la population étaient la violence par des groupes armés (53%), le vol de bétail (48%) et le harcèlement (28%). Par ailleurs, les IC ont rapporté dans 11% des localités évaluées des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédant la collecte de données dans les régions évaluées au Mali. Les IC ont aussi rapporté que la population n'avait pas accès à une structure de protection et/ou de référencement des incidents de protection dans 81% des localités évaluées.

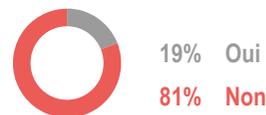
Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités évaluées au Mali)⁵:



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés :

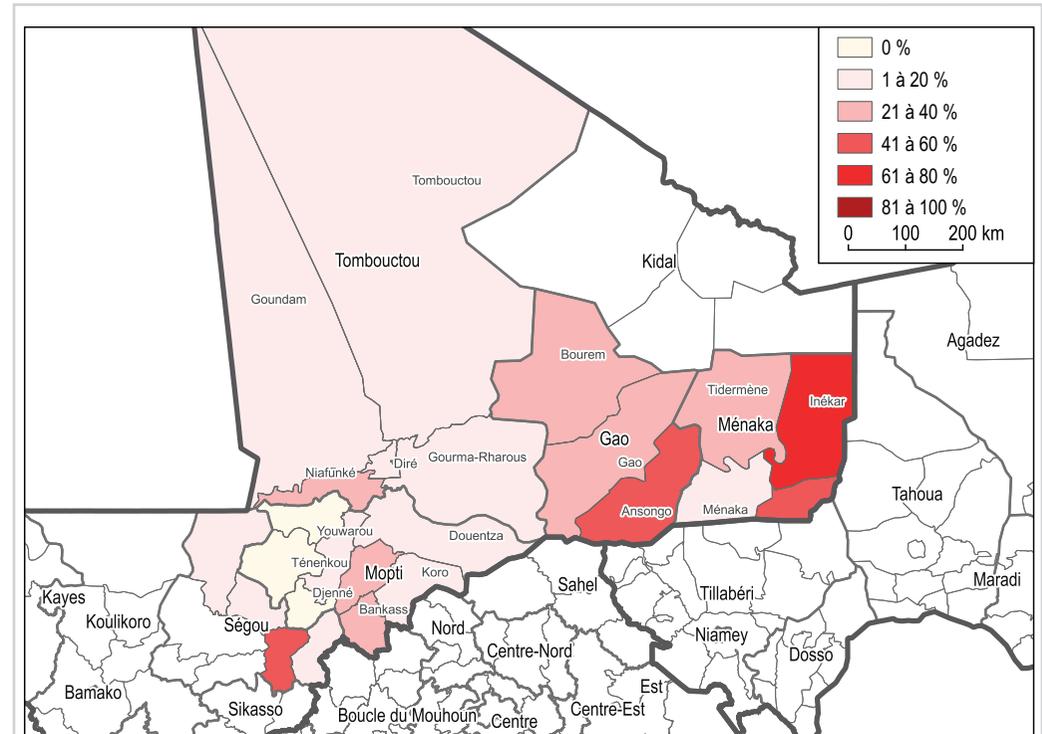


Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection :

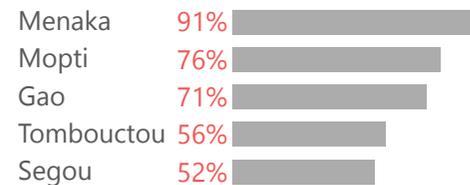


EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

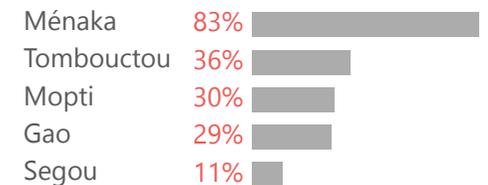
Carte 5.% de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population se lave les mains sans savon ou cendre :



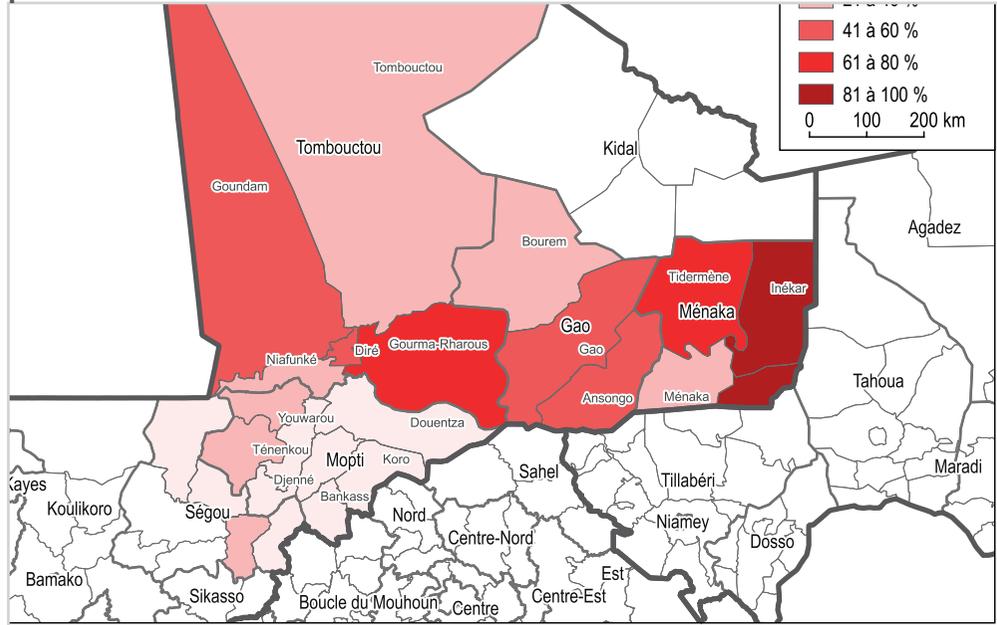
% de localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population pratique la défécation à l'aire libre :



5. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

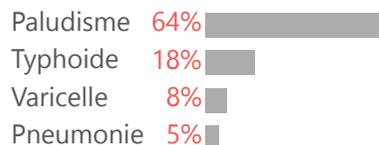
SANTÉ ET NUTRITION

Carte 6. % de localités dans lesquelles la majorité de la population n’avaient pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche⁶ :



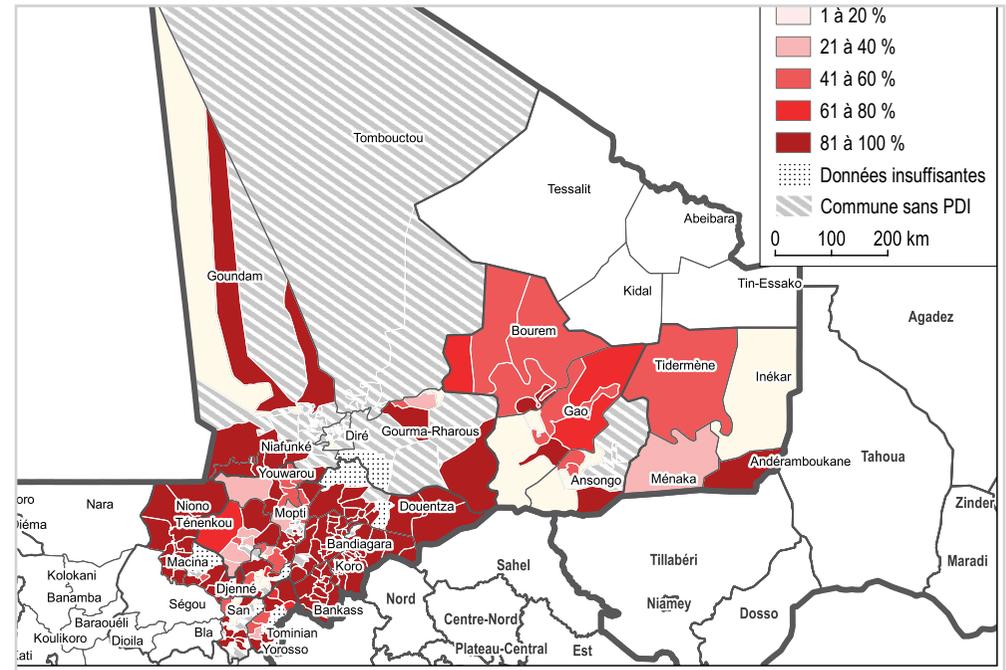
Selon les IC, dans 27% des localités évaluées au Mali, la majorité de la population n’avait pas accès à un service de santé fonctionnel à distance de marche⁶. Ce défaut d’accès à un service de santé a été le plus rapporté dans les localités évaluées de la région de Ménaka (76%), principalement dans les cercles d’Anderamboukan où la majorité des populations était concernée dans 100% des localités évaluées et d’Inékar (91%). La raison principale de cette situation selon les IC serait l’éloignement des infrastructures de santé par rapport aux habitations dans 66% des localités évaluées où le non-accès à un service de santé fonctionnel à distance de marche a été rapporté. Parmi les 73% de localités évaluées au Mali où la majorité de la population avait accès aux services de santé, 88% des localités avaient un centre de santé communautaire (CSCOM) comme principal type de services de santé accessibles. Par ailleurs, l’absence de programmes nutritionnels a été rapportée par les IC dans 32% des localités.

% de localités évaluées par principaux problèmes de santé de la population :



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Carte 7. % de localités où les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates⁶ :



Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates dans 79% des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée dans les 5 régions évaluées au Mali. Cette proportion était plus élevée dans la région de Mopti (88%), particulièrement dans les cercles de Bandiagara, Bankass, Douentza et Koro où la majorité des PDI était concerné dans 100% des localités évaluées. La principale raison des conditions de vie non-adéquates pour les PDI était le manque d’espace fermé suffisamment grand qui garantirait pour tous les habitants des conditions d’intimité et de protection, selon les IC dans 60% des localités évaluées où la majorité des PDI vivait dans des conditions non-adéquates. Les IC ont rapporté dans 68% des localités évaluées que la majorité des PDI présentes dans la localité aurait été accueillie gratuitement par des ménages au cours des 30 jours précédant la collecte de données².

6. Les définitions de « distance de marche » et de « conditions de vie adéquates » sont laissées à la discrétion des IC

ÉDUCATION

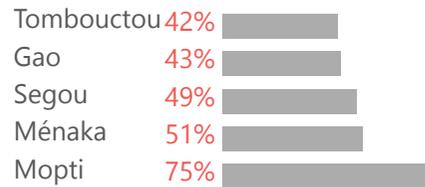
- Le manque d'accès à des services éducatifs à distance de marche a été rapporté dans 93% des localités évaluées de la région de Ménaka, 51% de celles de Mopti

% de localités par principales raisons de l'indisponibilité des services d'éducation, selon les IC :

	Gao	Ménaka	Mopti	Segou	Tomboutou
Fermeture des écoles	57%	63%	38%	6%	24%
Manque d'enseignant	13%	16%	25%	31%	22%
Eloignement des écoles	10%	5%	13%	26%	19%

% de localités par principales occupation des filles et des garçons en cas de non-fréquentation de l'école, selon les IC :

Travail à la maison



Travail en dehors de la maison



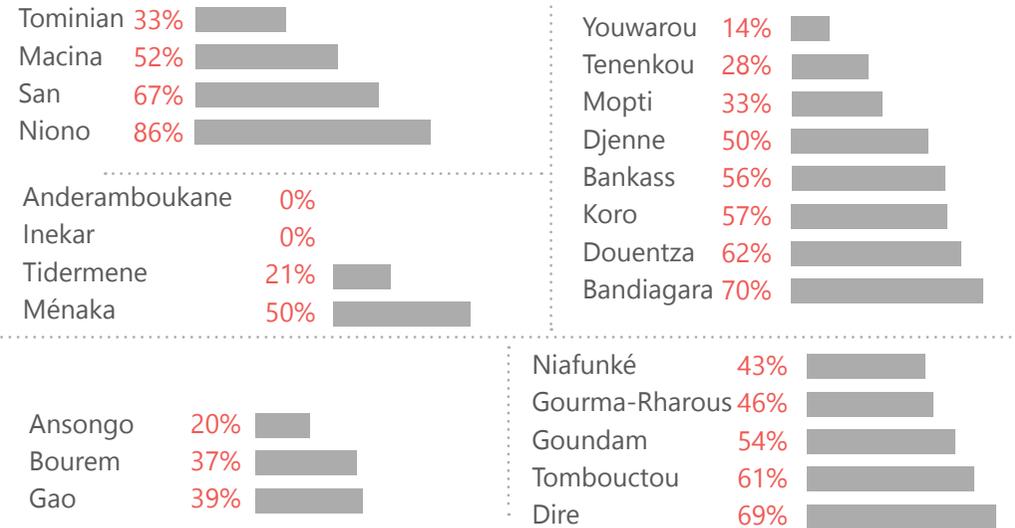
REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (avec % de localités évaluées où l'information a été rapportée), par cercle⁷ :

Régions	①	②	③
Gao	Sécu. Al. ⁸ (92%)	Santé (38%)	Protection (51%)
Ménaka	Sécu. Al. ⁸ (91%)	Santé (63%)	Protection (61%)
Mopti	Sécu. Al. ⁸ (90%)	Protection (55%)	Santé (29%)
Segou	Sécu. Al. ⁸ (78%)	BNA. ⁹ (59%)	Santé (34%)
Tomboutou	Sécu. Al. ⁸ (91%)	Santé (44%)	Moy. Sub. ⁹ (38%)

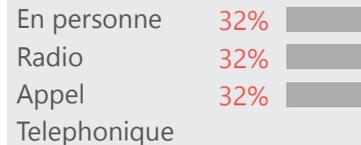
7. Les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qu'ils pensaient être prioritaires pour la majorité de la population dans leur localité. Ils pouvaient choisir jusqu'à trois secteurs d'intervention prioritaires.

% de localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte des données :

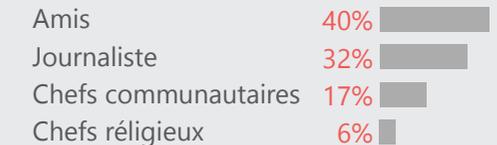


ACCÈS À L'INFORMATION

Principales sources d'informations de la majorité de la population



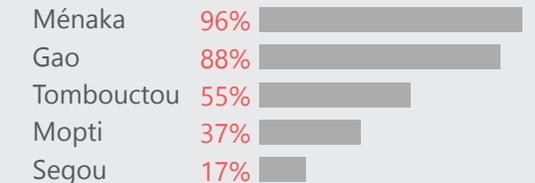
Principaux pourvoyeurs d'information de la majorité de la population



Types d'informations qui auraient été utiles pour la population



% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas



8. Sécu. Al : Sécurité alimentaire.

9. Moy. Sub. : Moyens de subsistance ; BNA : Biens non-alimentaires.